



La gazette des retraité-es **FSU**

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Le 28 septembre Retrouvons-nous à Besançon

Le matin à partir de 9 heures 30 à la maison des syndicats
4 b rue Léonard de Vinci (quartier Planoise)
Plan simplifié en page 4

Rencontre des retraité-es FSU

Avec la participation de Marylène CAHOUE
co-responsable avec J.Chenet de la SFR Nationale, représentante de la SFR au groupe de 9,
élue de la catégorie retraitée à la CA du SNES et à ce titre membre du BN SNES
Elle nous fera un point sur les crapuleries d'été et la riposte syndicale
Nous débattons également de la situation locale de la FSU.

L'après-midi À partir de de 14 h
Salle de la Malcombe (10 minutes à pied)

Table ronde intersyndicale sur le thème de l'aide à domicile/à la personne

Différents thèmes seront traités par des représentant-es des différentes organisations :

- ◆ Place de l'AAD
- ◆ Intervention de représentant-es des usagers et des salarié-es
- ◆ Formation des salarié-es et intervenant-es avec Dominique Balducci. Elle a représenté la FSU au CESER d'Ile de France jusqu'à une période récente, est spécialiste des formations médico sociales,
- ◆ Financement et place du secteur dans l'économie



**Repas de midi pris à la Brasserie de l'Es-
pace (à deux pas de la maison des syndi-
cats)**

EN RETRAITE ET SYNDIQUÉ-E : POUR FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES RETRAITÉ-ES

Des millions de retraités se retrouvent dans des associations de loisirs, d'amicales d'anciens collègues de travail, d'anciens du même quartier etc... Les voyages, les jeux, les randonnées permettent de pratiquer une convivialité saine, bonne pour le moral, à l'origine de solidarités de proximité.

La neutralité est de rigueur. Pas de politique, pas de syndicat, pas de revendication. Effectivement, ce n'est pas le lieu. On ne vient pas pour ça.

De nombreux retraités s'investissent dans des activités à caractère social, humanitaire, caritatif. Des organisations accueillent des bénévoles retraités dynamiques : RESF, Restos du Cœur, Secours Populaire, Amicales Laïques... Ainsi le lien est maintenu avec les enjeux de société.

Pourtant les dures réalités ne peuvent pas être ignorées.

Société qui se délite, les injustices, inégalités et exclusions intolérables, pensions de retraites mises à mal, accès aux soins de plus en plus coûteux, tarifs des maisons de retraite excessifs, remédiations d'incapacités dans les gestes quotidiens pas prises en charge par la Sécurité Sociale ... ,

Les problèmes sont connus. Ils alimentent les discours de ceux qui nous gouvernent. Les réformes et

les plans ne manquent pas. Leur point commun est l'aggravation constante des situations.

Comment alors rester spectateur des événements, laisser les autres faire ou s'en désintéresser.

Seules les interventions collectives pour des mesures alternatives, solidaires, généreuses peuvent contrecarrer ces régressions.

Les retraités de la FSU ont raison d'être exigeants. Ils veulent conti-



nuer à être acteurs des résistances face aux régressions programmées par le MEDEF et ce gouvernement, être acteurs des avancées sociales que les richesses produites dans le pays permettraient de financer, si elles étaient mieux partagées.

Un syndicat digne de ce nom doit agir vigoureusement pour des pensions d'un niveau correct, pour un accès aux soins avec une prise en charge prioritaire de la Sécurité Sociale, pour la création d'un grand

service public des personnes en situation d'incapacité (handicapés et personnes âgées dépendantes).

Le syndicat permet à ses adhérents d'être informés, d'analyser les situations et d'être force de propositions.

Au-delà des différences de jugement sur les problèmes philosophiques, humains, religieux, politiques de chacun d'entre nous, le syndicat est le meilleur outil pour agir et peser sur les décisions ayant un caractère social ou sociétal.

Etre adhérent d'un syndicat de la FSU, c'est automatiquement être adhérent de la Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique (FGR FP).

Ces organisations sont de toutes les intersyndicales qui ont appelé aux actions de retraité-es.



Adhérer à un syndicat de la FSU c'est choisir de ne pas s'enfermer dans un cercle réservé aux seuls retraité-es du syndicat.

C'est rester en contact avec les actifs des écoles et collèges, ainsi qu'avec le monde du travail.

COUPON RÉPONSE POUR LA JOURNÉE DU 28 SEPTEMBRE

Nom-Prénom :

Je participerai à la journée du 28 septembre : oui—non

Je prendrai le repas de midi à la brasserie de l'Espace : oui—non

(Compter une vingtaine d'euros)

A retourner à : FSU 25 à l'attention de Nadine Castioni 4B rue Léonard de Vinci
25000 Besançon

Ou par mail à : nadine.castioni@gmail.com

DANS QUEL MONDE VIVONS-NOUS ?

L'explosion des profits du CAC 40 avec leur cortège de dividendes en 2018 coûtent « un pognon de dingue »...

Non, les minima sociaux ne sont pas en cause Monsieur Macron ! Même si près de 4 millions de personnes en sont bénéficiaires ceux-ci ne coûtent chaque année que 26 milliards d'euros environ, soit moins de 4% du montant total des prestations sociales versées.

En revanche, les entreprises du Cac 40 sont championnes d'un monde sans partage des Profits et des dividendes.

En France, le montant des paiements de dividendes grimpe à un niveau inédit avec 50,9 milliards de dollars (+23,5 %). Selon un rapport des ONG Oxfam et Basic les actionnaires captent ces sommes sur les richesses créées au détriment de l'investissement et des salaires.

Depuis 2009, les entreprises du CAC 40 ont versé plus des 2/3 de leurs bénéfices à leurs actionnaires ne laissant que 27,3 % aux investissements et 5,3 % aux salaires. Un choix économique lourd, qui accroît les inégalités : **les ONG estiment que si ces entreprises n'avaient pas augmenté les dividendes versés, chacun de leurs salariés aurait pu voir ses revenus augmenter de 2 000 euros par an.**

La banque française BNP Paribas menace de supprimer 5 000 postes dans son plan stratégique 2016-2020, alors que ses bénéfices sont mirobolants et qu'elle est le cinquième plus grand distributeur de dividendes au monde.

Concernant les sociétés cotées à la Bourse de Paris,

l'investissement a connu son niveau le plus bas depuis 2007 à 69 milliards d'euros, contre 75 milliards d'euros dix ans plus tôt.

Un exemple, chez PSA, site de Vesoul on passe de la théorie Macron à la pratique.

Le PDG Carlos Tavares utilise toute la panoplie des reculs sociaux mis en place par les ordonnances du travail par Muriel PENICAUD dans ses « basses œuvres »

Il a décidé de faire sauter le verrou des 35 heures. La mesure effective au 1^{er} septembre, touche près de 3 000 salariés. Elle fait suite à un accord de la



honte que seule la CGT n'a pas signé. Les salariés à Vesoul vont donc devoir travailler 37,45 heures par semaine, payées 36. Et si, pour l'instant, le CDI de chantier n'est pas encore à l'ordre du jour, le CDI intérimaire est en augmentation. Il faut mettre en rapport ces mesures avec la situation de cette entreprise : en un an, son chiffre d'affaires a augmenté de 40 % et ses pro-

fits de 18% !!

Que faudrait-il faire alors ?

Il faut que le gouvernement montre que le social et la recherche comptent pour lui. On n'en prend pas le chemin...

Il faut aussi une flexisécurité bien financée (avec de réels moyens pour une assurance chômage véritablement universelle et une formation professionnelle véritablement performante ainsi qu'un système éducatif et un système de santé solides. Il faut un effort pour les plus pauvres et les Retraités.

Or pour l'instant, sur tous ces plans, le compte n'y est pas et la croissance dans un horizon voilé et incertain est en berne : pour 2018 ; l'Insee l'estime à 1,70 % contre 2.3 % en 2017.

Notre pouvoir d'achat va être encore davantage plombé avec la reprise de l'inflation (+2,3 %) pour au moins 2 ans.

Si on continue dans cette stratégie macronienne, la France risque de se retrouver à terme dans une situation analogue à celle de l'Italie aujourd'hui, confrontée à la tentation du populisme.

Avec la FSU, pour combattre toutes ces mauvaises orientations, débattre, construire ensemble des propositions et AGIR, PRÉPARONS une RENTRÉE résolument ENGAGÉE.

*Michèle FAREY
FSU-FGR 70*





COMME PARTOUT EN FRANCE À L'APPEL DES ORGANISATIONS DE RETRAITÉS ET SYNDICATS DE SALARIÉS MARDI 9 OCTOBRE, RETRAITÉS ET FUTURS RETRAITÉS DANS LA RUE

LES RETRAITES ENCORE ATTAQUÉES !

Après 4 ans de blocage des pensions, M. Macron a décidé en 2018 *l'augmentation de la CSG*, qui ampute les retraites de plus de 25 € chaque mois.

Pour 2019 et 2020, il annonce sa volonté d'aller encore plus loin, avec la *sous-indexation* : une revalorisation annuelle de 0,3 % alors que l'accélération de la hausse des prix porte l'indice INSEE à 2,3 % au cours des 12 derniers mois. C'est donc, en 2 ans l'équivalent de 4 % qu'il veut encore prendre dans



nos poches.

Sur une pension de 1300 € c'est une perte de 52 € qui s'ajouteraient aux 25 € de CSG.

L'augmentation de CSG a épargné celles et ceux dont le revenu fiscal est le plus bas. Mais la perte de 4 % par non-revalorisation des pensions touchera **toutes les retraité-es**, alors que les prix de l'alimentation, des carburants, du gaz obligent chacun à faire attention à toutes les dépenses. On mérite mieux que ça ! La retraite n'est pas une aumône, c'est un droit acquis par une vie de travail.

Rendez-vous de la journée donnés ultérieurement

PLAN D'ACCES A LA MAISON DES SYNDICATS DE BESANCON

